

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :  
En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs  
doit être l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 22 NOVEMBRE 1874.

### AVIS IMPORTANT.

*Ensuite d'une décision votée par les Sections jurassiennes, le format du Bulletin sera notablement agrandi à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.*

*Le prix de l'abonnement restera le même, soit 2 francs par trimestre.*

*L'administration du Bulletin fait appel à tous les amis de notre journal, et les prie de travailler d'une façon sérieuse à lui gagner de nouveaux abonnés en nombre suffisant pour couvrir les frais que cet agrandissement de format nous impose.*

### La tactique des grèves.

(Fin).

Comme nous l'avons dit dans le numéro précédent, trois lignes de conduite peuvent être suivies dans le cas où les patrons n'acceptent pas le tarif proposé par les ouvriers. Examinons-les successivement.

**A. Grève partielle.** — Cette tactique consiste à ne pas cesser l'ouvrage partout à la fois, mais à attaquer un ou quelques établissements seulement à la fois, jusqu'à ce que tous aient cédé l'un après l'autre.

Ce procédé est excellent en ce sens qu'il permet aux ouvriers qui ont de l'ouvrage de secourir ceux qui n'en ont pas, et de soutenir ainsi la grève à outrance. De plus, il a encore cet avantage de ne pas mettre à la fois dans la rue une masse d'hommes qui devient d'autant plus difficile à conduire qu'elle est plus nombreuse.

Mais il offre de sérieux désavantages :

1<sup>o</sup> Il aboutit presque toujours à une grève générale. Car les patrons, voyant les ouvriers qui travaillent soutenir les autres, s'entendent pour fermer leurs ateliers. C'est ce que les Anglais

appellent un *lock-out*. Donc, pour entreprendre la grève par ce moyen, il faut avoir autant de fonds que pour la grève générale, si l'on veut pouvoir parer ce coup de Jarnac.

2<sup>o</sup> Le nombre des ouvriers en grève n'étant pas considérable, on trouve plus facilement à les remplacer, et des défections sont plus faciles à provoquer, par exemple en offrant aux ouvriers qui travaillent dans un autre atelier, non encore en grève, de venir travailler moyennant une prime dans l'atelier abandonné.

3<sup>o</sup> Si la grève ne réussit pas dans le premier atelier, le coup est manqué et le tarif par terre.

4<sup>o</sup> Cette grève demandant beaucoup de temps pour passer d'un établissement à l'autre, le moment favorable s'écoule, et les derniers attaqués peuvent d'autant mieux résister.

Ce n'est pas à dire, toutefois, qu'il faille abandonner absolument ce mode de procéder. Il a été employé entr'autres avec succès par les fileurs gantois. Le tout dépend des circonstances; lorsque, par exemple, la désunion existe entre les patrons, c'est le meilleur moyen à employer.

**B. Grève générale du métier.** — Ce système nous paraît le plus efficace. Il présente, entre autres avantages, celui de rendre impossible le remplacement des ouvriers, par suite du grand nombre de ceux qu'il s'agit de remplacer, parce qu'une faible minorité ne saurait suffire à la reprise des travaux. Enfin, en cas de réussite, tout est fini d'un coup, et le triomphe de l'association lui donne un grand prestige.

Mais aussi les difficultés croissent. La plus grande consiste en ce qu'à la coalition des ouvriers s'oppose la coalition des patrons, qui sont tous attaqués à la fois. Ensuite, aucun des ouvriers du métier ne travaillant, il faut un encaisse considérable pour lutter avec avantage. Puis, en cas d'échec, il est tort à craindre que la société ne vienne à crouler. Enfin, ce qui n'est pas un détail

à dédaigner, il devient difficile de maintenir un ordre parfait au milieu de milliers de travailleurs sans occupation.

Ces grèves générales ont surtout chance de réussir lorsqu'il y a des commandes pressantes à exécuter, lorsque des conventions lient les exploitants pour des fournitures à une époque déterminée; ou lorsqu'il s'agit d'un genre d'industrie où, passé un certain laps de temps, les produits n'ont plus chance de s'écouler et où, par conséquent, la clientèle se déplacerait en cas de non livraison.

C. *Travail restreint.* — Il est un système employé en Angleterre, et qui consiste à faire grève sans abandonner complètement le travail : c'est celui du *travail restreint*. Il consiste à ne plus faire qu'une faible partie de la besogne que l'on faisait auparavant. Il ne s'agit pas, notez-le bien, d'ouvriers employés à la journée, mais d'ouvriers payés aux pièces dans la grande industrie. Il semble, au premier abord, que les ouvriers travaillant moins, sont moins payés, et qu'en conséquence le résultat est nul. Mais il ne faut pas oublier que dans la grande industrie les frais généraux sont énormes : qu'ils sont les mêmes qu'on travaille peu ou qu'on travaille beaucoup ; que si, avec les mêmes frais généraux, on ne forge que 20 tonnes de fer, au lieu d'en forger 100, ces 20 tonnes reviendront très cher. D'un autre côté, les commandes ne sont pas prêtes à temps voulu. L'avantage de ce système consiste en ce qu'il ne laisse pas l'ouvrier tout à fait sans ressources, et en ce que les désordres ne sont pas à craindre. Mais comme presque toujours les patrons y répondent par un *lock-out* (fermeture des ateliers), ce système aboutit ordinairement à la grève. En tous cas, on ne risque toujours rien de commencer par là.

Il y aurait encore bien des observations à faire, mais cela n'en finirait pas; c'est la pratique qui doit instruire les ouvriers, aussi bien la pratique des autres que la leur. C'est que la grève, c'est la guerre; et ce qui convient à une circonstance, ne convient pas à une autre.

Du moment que nous disons : *la grève, c'est la guerre*, il est évident que nous ne considérons pas les grèves comme devant durer toujours. Elles se produiront aussi longtemps que durera l'état social actuel, où la distinction entre capitalistes et travailleurs, employeurs et employés, crée un antagonisme fatal. Elles disparaîtront le jour où le travail sera organisé suivant la science et la justice.

De temps en temps nos journaux bourgeois nous régaler du récit de quelque souper plus ou moins copieux offert par un patron à ses ouvriers en témoignage de satisfaction pour leur assiduité au travail; et les niais de s'écrier alors : O grandeur d'âme! ô généreuse condescendance du riche fabricant pour le pauvre prolétaire! ô touchante harmonie du capital et du travail!

Ces agapes philanthropiques paraissent vouloir se multiplier, et on en découvre sans peine la raison : les quelques bouteilles de vin que le patron paie une fois par an à ses ouvriers avec une imperceptible portion des bénéfices qu'il a faits sur leur travail, servent de prétexte pour remplir les gazettes de réclames lucratives, qui aident puissamment à vendre du chocolat ou toute autre denrée.

L'autre jour encore le *National suisse* entretenait ses lecteurs d'une petite fête de ce genre, donnée par M. le *major* Furrer. Ce *major* — nos bons Suisses tiennent tout particulièrement aux titres militaires; il en est qu'on verra bientôt travailler à l'établi l'épée au côté et le képi sur la tête — ce *major*, disons-nous, est le chef d'un établissement lithographique de Neuchâtel, et il paraît qu'il a versé à ses ouvriers de telles rasades, que l'un d'eux n'a pu résister à l'envie d'en faire part à l'univers par l'intermédiaire de l'obligé *National*. La lettre de ce pauvre homme, écrite probablement encore sous l'influence des fumées du banquet, est d'une telle platitude, que nous avons d'abord peine à croire qu'elle vint d'un ouvrier authentique; mais il faut, hélas, se rendre à l'évidence, et nous avons le chagrin de constater qu'il y a par le monde de pauvres salariés assez déshérités du côté de l'intelligence, pour proclamer que tout va pour le mieux sous le meilleur des régimes bourgeois possibles, pourvu qu'il soit permis à l'ouvrier de trinquer une fois par an à la table du maître.

Ce même *National*, un peu honteux sans doute d'avoir proclamé la semaine dernière Bismarck et Thiers les sauveurs de la civilisation, a cherché à réparer cette boulette en adressant des flagorneuries intéressées au digne citoyen Beslay, ex-membre de la Commune de Paris, qu'il appelle *Monsieur de Beslay* gros comme le bras, croyant lui faire beaucoup d'honneur. Mais si le socialisme du citoyen Beslay est du socialisme de bon aloi, comme veut bien le déclarer le *National*, il résulte de là deux conséquences auxquelles il est impossible d'échapper. Le citoyen Beslay se fait une gloire d'avoir été membre de la Commune de Paris : donc la Commune de Paris fut une bonne chose. Le citoyen Beslay s'honore d'être membre de l'Internationale : donc l'Internationale est une association respectable.

Pauvres gens du *National*, vous avez encore terriblement à faire pour arriver à comprendre l'esprit du socialisme, puisque, lorsque fantaisie vous prend d'encenser un de nos amis, vous ne savez rien trouver de mieux pour lui témoigner votre estime que de l'affubler d'une particule.

Nous n'avons pas reçu cette semaine notre correspondance d'Italie.

## Fédération jurassienne.

L'agrandissement du format du *Bulletin* étant une affaire décidée, les Sections jurassiennes ont commencé à voter le chiffre des subsides qu'elles peuvent consacrer à couvrir les frais d'agrandissement de notre organe, pendant la première année.

Les membres centraux de la Fédération, ainsi que toutes les personnes sympathiques au socialisme, qui voudraient participer à ces frais et faciliter ainsi la réunion de la somme nécessaire, pourront adresser dès aujourd'hui le montant de leur souscription à l'administration du *Bulletin*.

Le Comité fédéral jurassien vient de recevoir de l'administration du *Mirabeau* les exemplaires du Manifeste du Congrès de Bruxelles, destinés à la Fédération jurassienne. Ils seront immédiatement expédiés aux Sections qui en ont demandé.

En outre, le Comité fédéral a reçu de la Section de propagande de Genève, pour être distribués aux Sections jurassiennes, un certain nombre d'exemplaires du Rapport sur la question des services publics, qu'elle a présenté au dernier Congrès général. Ces rapports seront expédiés avec les Manifestes.

On nous écrit de Vevey :

« Nous avons à vous renseigner sur les hauts faits du bureau de poste de Montreux.

« Aussitôt notre Section formée, un certain nombre de nos membres se sont abonnés au *Bulletin*. Nous avons été étonnés de ne le recevoir que très irrégulièrement; nous avons réclamé auprès de l'administration du journal, qui nous a répondu qu'elle nous l'expédiait d'une façon régulière; et enfin nous nous sommes aperçus que c'était à la poste qu'il fallait s'en prendre de ce retard.

« Le bureau de poste de Montreux, paraît-il, répugne à servir les abonnés d'un journal socialiste; aussi le facteur garde-t-il souvent les numéros plusieurs jours, et nous les recevons généralement avec la bande rompue. Ce n'est pas tout. Un de nos abonnés, le citoyen D., Français d'origine, a travaillé d'abord comme ouvrier dans cette commune; mais fatigué de l'exploitation insatiable de ses patrons, il résolut d'en finir et loua un petit coin de magasin; là il travaille seul, avec une conduite irréprochable. Mais qu'il ose, dans le pays de Cérésolle, aspirer à l'avènement de la justice et revendiquer ses droits, c'est évidemment un crime capital. Il y a quelques jours, en lui apportant le *Bulletin*, le facteur lui dit: « Ah ça, dites donc, D., c'est une farce que vos anciens patrons vous font là; il faut refuser ça, c'est le journal des communards; laissez-moi cette clique de côté. » Je n'en dirai pas davantage; chacun connaît les épithètes dont nous gratifie l'honnête ligue bourgeoise. J'ai en mains les preuves nécessaires du fait, ainsi que la date du jour.

« Ce digne facteur, qui se transforme en juge d'instruction, pourrait bien se voir obligé de rétracter ses calomnies. Qu'il soit bourgeois, aristocrate, employé fédéral, et qu'il préfère distribuer l'organe des compères Bismarck, Thiers, Mac-Mahon et Loyola, plutôt que l'organe de l'Internationale, c'est son affaire, nous ne lui contestons pas ses goûts; pour cette fois nous nous contenterons de lui rappeler que nous connaissons nos droits, et que nous sau-

rons les faire valoir s'il est nécessaire. J. F. »

Nous envoyons un exemplaire de ce numéro à M. Eugène Borel, directeur du département des postes. On a puni sévèrement, l'an dernier, un facteur qui s'était permis d'écrire un gros mot sur la bande d'un numéro de l'*Eidgenossenschaft*, journal de l'archi-doctrinaire Dubs; nous espérons bien que l'administration ne se montrera pas ingrate pour les services que le facteur de Montreux rend à la cause de l'ordre et de la religion.

Un ouvrier de Neuchâtel nous adresse la communication suivante :

Le 1<sup>er</sup> novembre il s'est fondé à Neuchâtel une société allemande de secours (*Deutscher Hilfsverein*), qui a le même but que toutes les sociétés de ce genre existant en Suisse, c'est-à-dire de donner des secours à ses membres au moyen de l'argent que ceux-ci auront versé. Les meneurs de cette nouvelle société sont des bourgeois, et avant de juger l'association elle-même, nous voulons en faire connaître les fondateurs. Il suffira d'en nommer deux, savoir: Monsieur Hipp, directeur de la fabrique de télégraphes, et son fidèle serviteur le contre-maître Lehmann.

Monsieur Hipp, qui exploite ses ouvriers de la manière la plus scandaleuse, veut donc se mettre à la tête d'une société de secours. Quelle bonté de sa part! Dans le courant de la semaine passée, un de ses ouvriers le fit prier, par l'intermédiaire du contre-maître Lehmann, de lui augmenter un peu le prix son travail aux pièces, par le motif que, malgré toute la peine qu'il se donnait, il ne pouvait pas arriver à se faire une journée suffisante. Le contre-maître Lehmann lui rapporta cette réponse: « Ici on ne travaille pas aux pièces pour gagner de l'argent, mais pour qu'on soit plus assidu au travail et qu'on n'aille pas se laver les mains 10 minutes avant l'heure. » Et cela se répète tous les jours; réclamez-vous une augmentation de salaire, on vous dit: « Si vous n'êtes pas content, vous pouvez partir. » Ainsi d'un côté on exploite jusqu'aux limites du possible, de l'autre on se donne l'air de fonder des sociétés philanthropiques.

La société en question sera-t-elle réellement en état d'aider les ouvriers dans leur situation matérielle (nous disons les ouvriers, car les bourgeois qui en font partie n'ont pas besoin de secours)? Nous répondons catégoriquement: Non; une société où les exploiters jouent le rôle principal, ne s'inquiètera que médiocrement des intérêts des ouvriers; on veut tout simplement, avec l'argent des ouvriers, se donner l'apparence de la générosité pour mieux déguiser son exploitation. Il ne peut rien croître de bon sur un sol où poussent les herbes vénéneuses de la domination du capital; ce sont ces herbes qu'il faut s'occuper d'arracher avant toute chose.

Si l'ouvrier veut garder sa dignité d'homme, la vraie société de secours pour lui c'est celle qui pourra l'affranchir radicalement du joug du capital. Il faut que la classe ouvrière se constitue en parti à part, opposé à tous les partis bourgeois; c'est le seul moyen de mettre un terme à nos maux. Ouvriers, voulez-vous rester éternellement les esclaves salariés des capitalistes? réfléchissez sérieusement à cette question, et utilisez les moyens qui vous sont offerts. Vous n'avez rien qu'à vouloir: venez donc lutter avec nous pour vos droits d'hommes, laissez de

côté vos préjugés, acceptez la main que nous vous tendons, et quand vous le voudrez, vous serez libres, car qui pourrait résister au peuple ouvrier lorsqu'il sera uni? Aussi nous vous le répéterons sans cesse: Ouvriers de tous les pays, unissez-vous!

G. K.

*Le RÉVEIL RELIGIEUX patronné par les RADICAUX.* — Voici ce qu'on lit dans l'organe officiel des radicaux neuchâtelois, le *National suisse*, du 18 novembre :

« Dimanche dernier a été une belle journée pour « la paroisse allemande de la Chaux-de-Fonds ; elle « a procédé à l'installation de son nouveau pas-  
« teur. Une foule compacte et sympathique se  
« pressait dans le temple, trop petit pour la cir-  
« constance.

« Nous n'essaierons pas de donner ici un résumé  
« même succinct de la belle cérémonie à laquelle  
« il nous a été donné de prendre part ; nous lais-  
« serons également à d'autres le soin d'analyser les  
« discours de Messieurs les pasteurs. Nous nous  
« bornerons à dire que ces paroles de paix et de  
« charité portaient l'empreinte du vrai christianisme  
« dépouillé de préjugés et de mysticisme, et ont  
« fait la meilleure impression sur les nombreux  
« fidèles accourus à ce véritable réveil reli-  
« gieux. »

Ainsi, de l'aveu du *National*, il se produit à la Chaux-de-Fonds un *réveil religieux*, et ce réveil religieux est l'œuvre des radicaux ! Ces hommes jadis si prodigues de plaisanteries salées sur les calotins, en sont arrivés à ce degré de rétrécissement du cerveau, qu'ils s'estiment honorés lorsque *il leur est donné de prendre part à quelque belle cérémonie religieuse* ! Pour nous dorer la pilule, on nous dit, il est vrai, que la religion des nouveaux pasteurs est un christianisme dépouillé de *préjugés* et de *mysticisme* ; mais cette phrase n'est qu'une absurdité bonne pour des enfants. Toute religion est fondée sur la *foi*, c'est-à-dire sur le mysticisme. Si les nouveaux pasteurs ont une religion, ils ont des croyances mystiques ; s'ils n'ont pas de croyances mystiques, cela veut dire qu'ils n'ont pas de religion.

Toutefois, on pourrait encore pardonner ces niaiseries à des gens qui les débiteraient de bonne foi ; mais ce qu'il y a de véritablement révoltant, c'est que les meneurs radicaux qui font tant mousser leur Eglise nationale, ne croient pas un traître mot de toutes les doctrines du catéchisme. Ils sont incrédules pour leur compte personnel, mais ils veulent qu'il y ait une religion et un clergé pour leurs femmes, leurs enfants, et leurs ouvriers.

Nous savons qu'il y a, dans le parti radical, quelques libres-penseurs sincères qui sont honteux de cette comédie, et qui la blâment énergiquement : mais ceux-là, on les traite de naïfs, on leur dit qu'ils sont sur la pente du socialisme. Ils y sont en effet : devant la désertion de la bourgeoisie qui, pour sauver son ventre, a lâchement abandonné, dans tous les domaines, la cause de la liberté, il ne reste à tous les hommes de progrès qu'un seul drapeau sous lequel ils puissent marcher, celui du socialisme. Le socialisme contemporain n'est pas seulement le parti de l'émancipation économique du travail ; il est resté, au milieu des défections morales

qui se produisent de toutes parts, l'unique défenseur de cette cause sacrée : l'affranchissement religieux de l'esprit humain.

M. Hipp, directeur de la fabrique de télégraphes de Neuchâtel, nous adresse la note ci-dessous, relative à une communication que nous avons publiée dans notre numéro du 8 courant :

« Un article du n° 45 du *Bulletin* nous suggère la réflexion suivante :

« Vis-à-vis de gens qui n'osent pas se nommer, qui intervertissent les faits et qui ne sont point scrupuleux à l'égard de la vérité, on peut seulement affirmer que leurs assertions contiennent autant de faussetés qu'elles allèguent de faits, ou bien leur proposer qu'on est prêt à faire constater, par des hommes impartiaux, les faits tels qu'ils se sont passés pour les publier ensuite, offre que nous faisons à ces messieurs qui se croient lésés.

« *Fabrique de télégraphes.* »

Voici notre réponse :

La lettre de nos correspondants K. et H., tous deux ouvriers de la fabrique de télégraphes, contenait des appréciations sur la brutalité des contre-maitres, sur l'insuffisance des salaires, sur la sévérité du règlement. Sur ces appréciations, il serait parfaitement oiseux de s'en rapporter au verdict d'un jury plus ou moins *impartial* : composez ce jury de bourgeois, il déclarera à l'unanimité que le règlement de la fabrique de télégraphes est un chef-d'œuvre de sagesse, que les salaires sont aussi élevés que possible, et que la politesse des contre-maitres ne laisse rien à désirer ; — composez-le d'ouvriers, il donnera raison à nos correspondants.

Mais en dehors de ces appréciations, qui seront jugées diversement par les lecteurs suivant la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent, la lettre que nous avons publiée contient un fait précis, qui peut être vérifié. Elle affirme que le caissier de la fabrique a retenu dernièrement 18 francs à un ouvrier pour des vis soi-disant endommagées, et que ces mêmes vis ont néanmoins été utilisées.

Cette affirmation, nous la maintenons jusqu'à preuve du contraire, parce que nous connaissons nos correspondants pour des hommes honorables, et que nous avons confiance dans leur témoignage. Mais nous acceptons volontiers la proposition de M. Hipp, d'instituer une enquête destinée à mettre en évidence la vérité, et s'il nous était démontré que nous avons été induits en erreur, nous n'hésiterions pas à le reconnaître.

M. Hipp, se prévalant de ce que nous n'avions imprimé que les initiales de nos correspondants, prétend que l'article du *Bulletin* émane « de gens qui n'osent pas se nommer. » Qu'il se détrompe : nos correspondants acceptent l'entière responsabilité de ce qu'ils ont écrit ; et comme ils nous avaient autorisé d'avance à donner de la publicité à leurs signatures, nous imprimons aujourd'hui leur nom en toutes lettres : ce sont les compagnons *Georges Kirsten*, mécanicien, président du *Deutscher Arbeiter-Bildungs-Verein*, et *Karl Hake*, également mécanicien. Monsieur Hipp est-il satisfait ?